



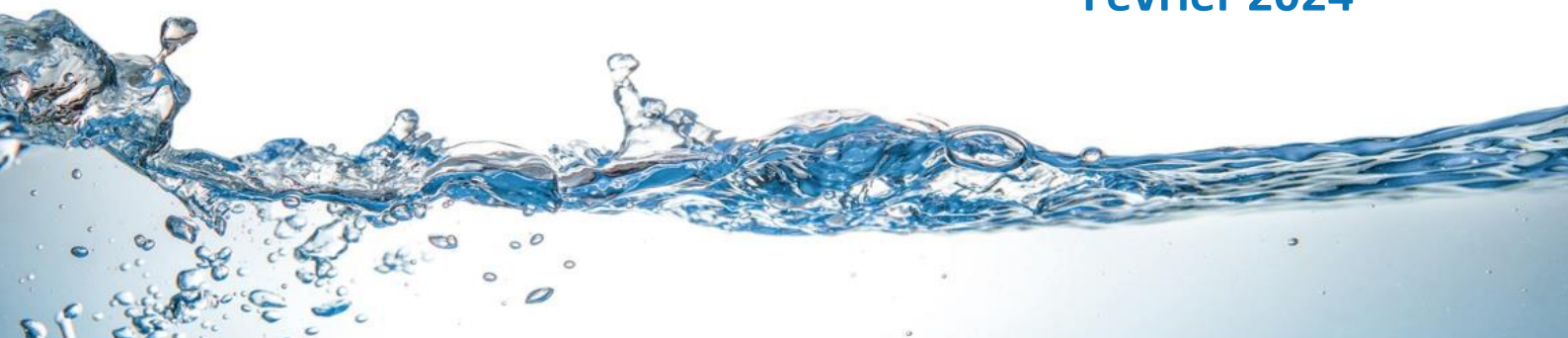
Service Eau publique

Commune de Espinhal

**Mise à jour de l'Etude de zonage
d'Assainissement**

Notice explicative

Février 2024



Sommaire

| | | |
|------------|---|-----------|
| 1 | INTRODUCTION | 3 |
| 2 | OBJECTIF DE L'ETUDE | 4 |
| 3 | DONNEES SUR LA COMMUNE D'ESPINCHAL | 5 |
| 3.1 | Situation géographique et démographique | 5 |
| 3.2 | Captage AEP | 6 |
| 3.3 | ZNIEFF | 6 |
| 3.4 | Urbanisme | 6 |
| 3.5 | Exploitation agricole ICPE | 6 |
| 4 | ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF ACTUEL | 7 |
| 4.1 | Réseaux existants | 7 |
| 4.2 | Stations d'épuration | 7 |
| 4.2.1 | STEP d'Espinchal | 7 |
| 4.3 | Rappel du cadre réglementaire concernant l'assainissement collectif | 7 |
| 4.4 | Assainissement non collectif | 8 |
| 4.4.1 | Rappel du cadre réglementaire concernant les contrôles d'assainissement non collectif | 8 |
| 4.4.2 | Définition des catégories utilisées | 10 |
| 4.4.3 | Bilan récapitulatif des installations contrôlées de la commune en 2023 : | 12 |
| 4.4.4 | Aptitude des sols à l'assainissement autonome | 13 |
| 5 | ETUDE DES SCENARIOS D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF | 14 |
| 5.1 | Etat des lieux de l'assainissement collectif | 14 |
| 5.2 | Etudes de nouveaux assainissements collectifs | 14 |
| 5.2.1 | Le bourg | 14 |
| 5.2.2 | Sandalouze | 16 |
| 5.3 | Choix de la Municipalité | 19 |
| 6 | CONCLUSION | 20 |
| 6.1 | Assainissement collectif | 20 |
| 6.2 | Assainissement collectif futur | 20 |
| 6.3 | Assainissement non collectif | 20 |

1 Introduction

La commune de Espinchal se situe sur la communauté de communes du Massif du Sancy. La communauté de communes du Massif du Sancy va se doter prochainement d'un plan local d'urbanisme intercommunal valant programme de l'habitat (PLUi-H). Il s'appliquera sur les 20 communes de son territoire et remplacera les documents communaux actuellement en vigueur tels que les zonages d'assainissement communaux.

Ainsi, la Municipalité d'Espinchal souhaite mettre à jour leur zonage d'assainissement.

La commune d'Espinchal gère en régie l'assainissement collectif sur son territoire.

La compétence assainissement non collectif est gérée en régie par la commune. Elle a confié à la SEMERAP une campagne de contrôle des installations d'assainissement non collectif existantes.

La commune possède un zonage d'assainissement en date d'avril 2011 consultable en annexe 1. Ce zonage est une actualisation du schéma d'assainissement de 1998. Dans ces deux études, le bourg, le village de la Pruneyre et le village de Sandalouze relevaient de l'assainissement collectif. A ce jour, seule une partie du village de la Pruneyre possède un réseau d'eaux usées relié à une station d'épuration. Cette étude permettra de réétudier ces villages et d'aider la commune dans le choix du zonage le plus adapté.

2 Objectif de l'étude

Cette étude vise à répondre aux obligations réglementaires définies dans le cadre de la Loi sur l'Eau du 3 Janvier 1992 (décret du 3 Juin 1994) qui précise en particulier que chaque commune doit délimiter :

- Des zones d'assainissement collectif où la collectivité doit assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- Des zones relevant de l'assainissement non collectif où la collectivité est seulement tenue, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement, et, si elle le décide, leur entretien.

Ce rapport présente une synthèse, des études réalisées sur la commune, des travaux entrepris depuis, et des contrôles effectués par le SPANC, afin d'aider la municipalité dans le choix des modes d'assainissement à retenir pour chaque village.

Il présente aussi des projets d'opportunité sur certains villages de la commune afin d'améliorer le traitement des eaux usées de la commune.

Article L 2224-10 de la loi sur l'eau du 03 janvier 1992 (code général des Collectivités Territoriales (CGCT) :

« Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement :

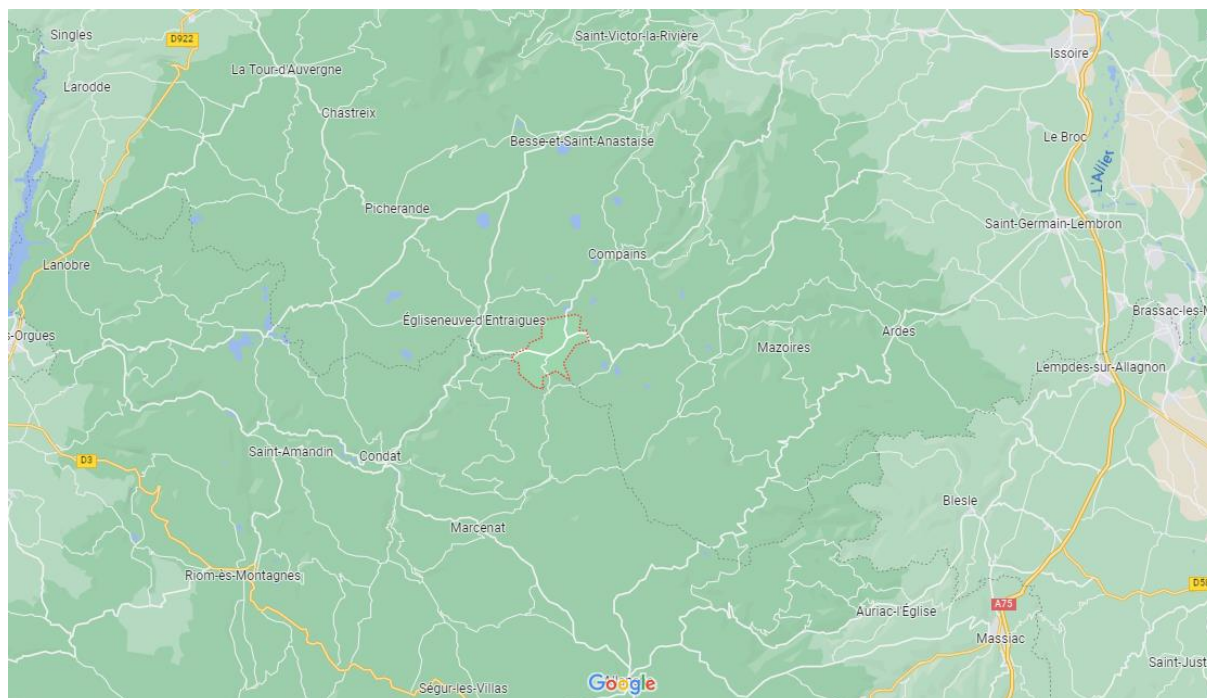
1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;

2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ; »

3 Données sur la commune d'Espinchal

3.1 Situation géographique et démographique

La commune d'Espinchal fait partie de la Communauté de communes du Massif du Sancy.



| Population | ESPINCHAL Code INSEE 63153 |
|--|-------------------------------|
| Population en 2020 | 95 |
| Densité de la population (nombre d'habitants au km²) en 2020 | 10,7 |
| Superficie (en km²) | 8,9 |
| Nombre de ménages en 2020 | 54 |
| Nombre de logement en 2020 | 140 |

3.2 Captage AEP

Le service communal d'eau potable comprend 2 unités de distribution indépendantes (UDI) :

- L'UDI de Sandalouze, comprenant le captage de Barleyre et le réservoir de Sandalouze, qui dessert Sandalouze et le bourg.
- L'UDI de Donnadiou, comprenant le captage de Donnadiou, qui dessert Donnadiou et La Borie Haute.

Les 2 captages sont situés sur la commune de La Godivelle.

3.3 ZNIEFF

La commune possède une ZNIEFF (Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique), le col de la Chaumoune. L'inventaire ZNIEFF est un inventaire national établi à l'initiative et sous le contrôle du ministère de l'Environnement. Il constitue un outil de connaissance du patrimoine national de la France. L'objectif principal de cet inventaire réside dans l'aide à la décision en matière d'aménagement du territoire vis-à-vis du principe de la préservation du patrimoine naturel.

La carte de la ZNIEFF est consultable en annexe n°2.

3.4 Urbanisme

La commune d'Espinchal et la communauté de Communes du Massif du Sancy ne font pas partie de SCoT (Schéma de Cohérence Territoriale).

Un PLUi-H est en élaboration pour la communauté de communes du Massif du Sancy. La commune d'Espinchal ne possède pas de PLU (Plan Local d'Urbanisme). La commune d'Espinchal ne possède ni PLU ni carte communale. Les règles d'urbanisme applicable sur son territoire sont définies par le RNU (Règlement National d'Urbanisme).

La Loi Montagne s'applique sur cette zone d'étude. La loi montagne contient des dispositions en vue de protéger les espaces, paysages et milieux les plus remarquables du patrimoine naturel et culturel montagnard.

Les zones constructibles et non constructibles sur Espinchal ne sont pas identifiées. Le RNU encadre le type de constructions autorisées. Aucune carte communale ne définit les parcelles constructibles dans l'ensemble de la commune. Le PLUi-H permettra à la commune d'obtenir un zonage d'urbanisme.

3.5 Exploitation agricole ICPE

Aucune exploitation agricole n'est classée.

4 Assainissement collectif et non collectif actuel

La commune d'Espinchal gère en régie ses compétences assainissement collectif et assainissement non collectif.

4.1 Réseaux existants

La commune ne possède qu'un réseau d'assainissement. Celui-ci récupère les eaux usées d'une partie du village de la Pruneyre. Ce réseau a été mis en séparatif en 2001. Une station d'épuration située à l'ouest du village traite ces eaux usées. La commune a lancé de nouveau travaux afin d'étendre ce réseau et de collecter l'ensemble du village de la Pruneyre. Ces travaux sont en cours de réalisation (automne 2024).

Tous les autres villages de la commune ne possèdent pas de réseaux de collecte des eaux usées. Les habitations sont dotées de systèmes de traitement non collectif.

4.2 Stations d'épuration

4.2.1 STEP d'Espinchal

Une station d'épuration de capacité nominale 200 Equivalent Habitant (EH) de type filtre à sable a été mise en service en juillet 2002. La station se situe à l'ouest du village de La Pruneyre, le long du ruisseau d'Espinchal. D'après le rapport de visite du SATEA (Service d'Assistance Technique à l'Eau et l'Assainissement), réalisée le 27 février 2023, l'effluent traité est clair, limpide et de bonne qualité par rapport à la réglementation en vigueur.

4.3 Rappel du cadre réglementaire concernant l'assainissement collectif

La loi sur l'eau du 03 janvier 1992, déclinée dans le Code général des Collectivités Territoriales (CGCT) précise :

- L'article L 2224-8 :

« I. – Les communes sont compétentes en matière d'assainissement des eaux usées.

II. – Les communes assurent le contrôle des raccordements au réseau public de collecte, la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées, ainsi que l'élimination des boues produites. Elles peuvent également, à la demande des propriétaires, assurer les travaux de mise en conformité des ouvrages visés à l'article L. 1331-4 du code de la santé publique, depuis le bas des colonnes descendantes des constructions jusqu'à la partie publique du branchement, et les travaux de suppression ou d'obturation des fosses et autres installations de même nature à l'occasion du raccordement de l'immeuble.

Le contrôle du raccordement est notamment réalisé pour tout nouveau raccordement d'un immeuble au réseau public de collecte des eaux usées ...

III. – Pour les immeubles non raccordés au réseau public de collecte, la commune assure le contrôle des installations d'assainissement non collectif. Cette mission consiste :

1° Dans le cas des installations neuves ou à réhabiliter, en un examen préalable de la conception joint, s'il y a lieu, à tout dépôt de demande de permis de construire ou d'aménager

et en une vérification de l'exécution. A l'issue du contrôle, la commune établit un document qui évalue la conformité de l'installation au regard des prescriptions réglementaires ;

2° Dans le cas des autres installations, en une vérification du fonctionnement et de l'entretien. A l'issue du contrôle, la commune établit un document précisant les travaux à réaliser pour éliminer les dangers pour la santé des personnes et les risques avérés de pollution de l'environnement.

Les modalités d'exécution de la mission de contrôle, les critères d'évaluation de la conformité, les critères d'évaluation des dangers pour la santé et des risques de pollution de l'environnement, ainsi que le contenu du document remis au propriétaire à l'issue du contrôle sont définis par un arrêté des ministres chargés de l'intérieur, de la santé, de l'environnement et du logement.

Les communes déterminent la date à laquelle elles procèdent au contrôle des installations d'assainissement non collectif ; elles effectuent ce contrôle au plus tard le 31 décembre 2012, puis selon une périodicité qui ne peut pas excéder dix ans.

Elles peuvent assurer, avec l'accord écrit du propriétaire, l'entretien, les travaux de réalisation et les travaux de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif prescrits dans le document de contrôle. Elles peuvent en outre assurer le traitement des matières de vidanges issues des installations d'assainissement non collectif.

Elles peuvent fixer des prescriptions techniques, notamment pour l'étude des sols ou le choix de la filière, en vue de l'implantation ou de la réhabilitation de tout ou partie d'une installation d'assainissement non collectif.

Les installations d'assainissement non collectif recevant des eaux usées domestiques ou assimilées au sens de l'article L. 214-2 du code de l'environnement et n'entrant pas dans la catégorie des installations avec traitement par le sol font l'objet d'un agrément délivré par un ou plusieurs organismes, notifiés par l'Etat à la Commission européenne au titre du règlement (UE) n° 305/2011 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 établissant des conditions harmonisées de commercialisation pour les produits de construction et abrogeant la directive 89/106/CEE du Conseil, compétents dans le domaine des produits d'assainissement et désignés par arrêté des ministres chargés de l'environnement et de la santé.

Les ministres chargés de l'environnement et de la santé peuvent, dans des conditions précisées par décret, demander à l'organisme notifié de procéder à une nouvelle évaluation d'une demande d'agrément que celui-ci a instruite. »

4.4 Assainissement non collectif

4.4.1 Rappel du cadre réglementaire concernant les contrôles d'assainissement non collectif

Depuis la loi du 3 janvier 1992, pour la première fois dans le droit français, les usagers qui ne sont pas raccordables au réseau d'assainissement collectif doivent se munir d'un dispositif permettant de traiter leurs eaux usées aussi efficacement que possible. Dans ce cadre, l'arrêté du 6 mai 1996 met en avant l'utilisation des techniques d'épuration par épandage souterrain.

Pour les installations ne disposant pas de surfaces nécessaires à l'installation d'un système de traitement par le sol, l'article L 2224-10 de la loi sur l'eau de 1992 précise :

« Les installations d'assainissement non collectif recevant des eaux usées domestiques ou assimilées au sens de l'article L. 214-2 du code de l'environnement et n'entrant pas dans la catégorie des installations avec traitement par le sol font l'objet d'un agrément délivré par un ou plusieurs organismes, notifiés par l'Etat à la Commission européenne au titre du règlement (UE) n° 305/2011 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 établissant des

conditions harmonisées de commercialisation pour les produits de construction et abrogeant la directive 89/106/ CEE du Conseil, compétents dans le domaine des produits d'assainissement et désignés par arrêté des ministres chargés de l'environnement et de la santé. »

L'article L2224-8 du CGCT oblige les collectivités à réaliser le contrôle technique des systèmes d'assainissement autonome situés sur leur territoire :

III. – Pour les immeubles non raccordés au réseau public de collecte, la commune assure le contrôle des installations d'assainissement non collectif. Cette mission consiste :

1° Dans le cas des installations neuves ou à réhabiliter, en un examen préalable de la conception joint, s'il y a lieu, à tout dépôt de demande de permis de construire ou d'aménager et en une vérification de l'exécution. A l'issue du contrôle, la commune établit un document qui évalue la conformité de l'installation au regard des prescriptions réglementaires ;

2° Dans le cas des autres installations, en une vérification du fonctionnement et de l'entretien. A l'issue du contrôle, la commune établit un document précisant les travaux à réaliser pour éliminer les dangers pour la santé des personnes et les risques avérés de pollution de l'environnement. »

Cette réglementation implique donc la création par les communes d'un Service Public de gestion pour l'Assainissement Non Collectif (SPANC) indépendant du service de gestion pour l'assainissement collectif et à mettre en place avant le 31 décembre 2005. Les collectivités ou leur regroupement délimitent après enquête publique les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle des différents dispositifs d'assainissement.

Deux principaux arrêtés régissent la réglementation :

- L'arrêté du 7 mars 2012 modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5.

Ce texte concerne le contrôle des installations neuves ou réhabilitées et reprend globalement les dispositions de l'arrêté du 6 mai 1996, tout en permettant l'agrément de nouveaux dispositifs de traitement. Les agréments de dispositifs par les ministères en charge de la santé et de l'écologie sont publiés au journal officiel.

L'article 3 de l'arrêté fixe les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif :

« Les installations d'assainissement non collectif doivent être conçues, réalisées, réhabilitées et entretenues conformément aux principes généraux définis aux chapitres 1er et IV de présent arrêté. »

« Les éléments techniques et le dimensionnement des installations doivent être adaptés aux flux de pollution à traiter. »

- L'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

Ce texte concerne la mission de contrôle des installations existantes par la commune :
« L'accès aux propriétés privées prévu par l'article L. 1331-11 du code de la santé publique doit être précédé d'un avis de visite notifié au propriétaire de l'immeuble et, le cas échéant, à

l'occupant, dans un délai précisé dans le règlement du service public d'assainissement non collectif et qui ne peut être inférieur à sept jours ouvrés. »

« Par ailleurs, l'article L. 1312-2 du CSP prévoit également que « le fait de faire obstacle à l'accomplissement des fonctions des agents (...) des collectivités territoriales mentionnés à l'article L. 1312-1 est puni de six mois d'emprisonnement et de 7 500 euros d'amende ». Le refus d'accès opposé à un agent assermenté est ainsi susceptible d'être sanctionné conformément à ces dispositions... »

La détermination des habitations à visiter s'est faite à partir des fichiers d'abonnés au service de l'eau ne payant pas de taxe d'assainissement collectif. Un certain nombre de ces compteurs desservent soit des champs ou des bâtiments agricoles (compteurs agricoles) soit des maisons en ruine. Lors du passage des techniciens en charge du contrôle, ces habitations ou compteurs seuls sont décomptés des installations d'assainissement autonome présentes sur les communes.

4.4.2 Définition des catégories utilisées

Plusieurs catégories sont définies pour apprécier l'état des installations :

- **Les installations conformes** : elles satisfont en tout point à la norme (Arrêté du 7 septembre 2009) qui ont été suivies et contrôlées par le service.
- **Les installations acceptables** : elles ne satisfont pas strictement tous les points de la norme. Cependant les points de non-conformité ne sont pas essentiels et ne remettent pas en cause la capacité d'épuration de l'installation. Il s'agit généralement d'installations qui possèdent tous les éléments (prétraitement, épandage, ventilation).
Ce sont des installations qui fonctionnent correctement le jour de la visite du service.
- **Les installations non-conformes incomplètes* ou significativement sous-dimensionnée ou présentant des dysfonctionnements majeurs** hors zone à enjeu sanitaire* ou environnemental*.

Travaux de mise en conformité en cas de vente sous un an

- **Les installations non-conformes présentant un danger pour la santé des personnes** : une installation qui appartient à l'une des catégories suivantes :
 - a) Installation présentant :
 - soit un défaut de sécurité sanitaire, tel qu'une possibilité de contact direct avec des eaux usées, de transmission de maladies par vecteurs (moustiques), des nuisances olfactives récurrentes ;
 - soit un défaut de structure ou de fermeture des parties de l'installation pouvant présenter un danger pour la sécurité des personnes ;
 - b) Installation incomplète* ou significativement sous dimensionnée ou présentant des dysfonctionnements majeurs, située dans une zone à enjeu sanitaire
 - c) Installation située à moins de 35 mètres en amont hydraulique d'un puits privé déclaré et utilisé pour l'alimentation en eau potable d'un bâtiment ne pouvant pas être raccordé au réseau public de distribution.

- Les installations non-conformes présentant un risque environnemental avéré : *Installation incomplète** ou significativement sous dimensionnée ou présentant des dysfonctionnements majeurs, située dans une zone à enjeu environnemental

Travaux obligatoires sous quatre ans et sous un an en cas de vente

- En cas d'absence d'installation :

Mise en demeure de réaliser une installation conforme dans les meilleurs délais et sous un an en cas de vente.

*** « Installation incomplète » :**

- pour les installations avec traitement par le sol en place ou par un massif reconstitué, pour l'ensemble des eaux rejetées par l'immeuble, une installation pour laquelle il manque, soit un dispositif de prétraitement réalisé in situ ou préfabriqué, soit un dispositif de traitement utilisant le pouvoir épurateur du sol en place ou d'un massif reconstitué ;
- pour les installations agréées au titre de [l'article 7 de l'arrêté du 7 septembre 2009](#) modifié fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/ j de DBO5, pour l'ensemble des eaux rejetées par l'immeuble, une installation qui ne répond pas aux modalités prévues par l'agrément délivré par les ministères en charge de l'environnement et de la santé ;
- pour les toilettes sèches, une installation pour laquelle il manque soit une cuve étanche pour recevoir les fèces et les urines, soit une installation dimensionnée pour le traitement des eaux ménagères respectant les prescriptions techniques de l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié susvisé relatif aux prescriptions techniques.

*** « Zone à enjeu sanitaire » :** une zone qui appartient à l'une des catégories suivantes :

- périmètre de protection rapprochée ou éloignée d'un captage public utilisé pour la consommation humaine dont l'arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique prévoit des prescriptions spécifiques relatives à l'assainissement non collectif ;
- zone à proximité d'une baignade dans le cas où le profil de baignade, établi conformément au code de la santé publique, a identifié l'installation ou le groupe d'installations d'assainissement non collectif parmi les sources de pollution de l'eau de baignade pouvant affecter la santé des baigneurs ou a indiqué que des rejets liés à l'assainissement non collectif dans cette zone avaient un impact sur la qualité de l'eau de baignade et la santé des baigneurs ;
- zone définie par arrêté du maire ou du préfet, dans laquelle l'assainissement non collectif a un impact sanitaire sur un usage sensible, tel qu'un captage public utilisé pour la consommation humaine, un site de conchyliculture, de pisciculture, de cressiculture, de pêche à pied, de baignade ou d'activités nautiques.

*** « Zones à enjeu environnemental » :** les zones identifiées par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ou le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) démontrant une contamination des masses d'eau par l'assainissement non collectif sur les têtes de bassin et les masses d'eau.

4.4.3 Bilan récapitulatif des installations contrôlées de la commune en 2023 :

Une campagne de contrôle des installations d'assainissement non collectif a été engagée par la SEMERAP. Une première campagne a été réalisée durant deux semaines, en septembre et octobre. Lors de cette période, seules les habitations du village de La Pruneyre ont été contrôlées. Une deuxième campagne a été programmée au printemps 2024 et concernera l'ensemble des installations restantes.

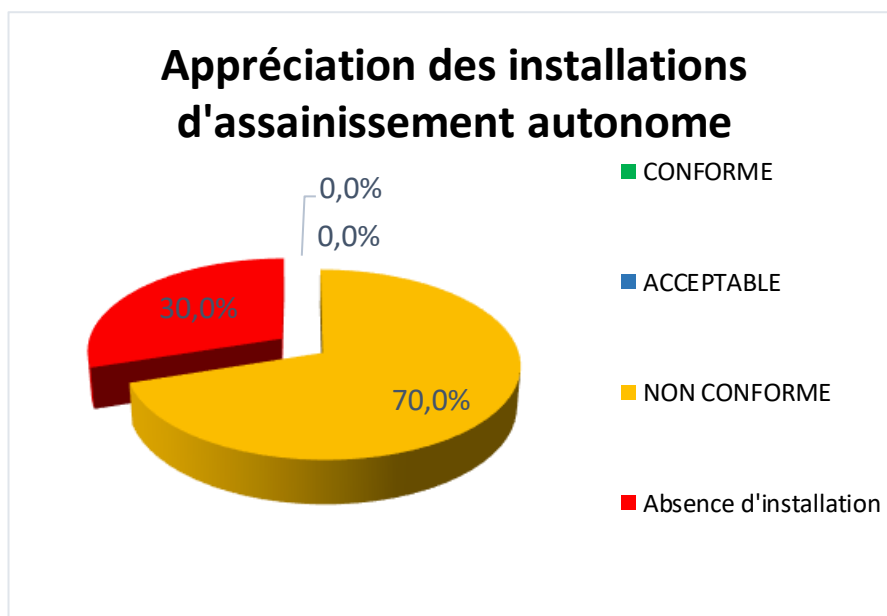
Le tableau suivant présente le bilan des visites de contrôles effectuées.

| | Bilan |
|---|-----------|
| Visites réalisées | 20 |
| Habitations visitées et raccordées au réseaux collectifs | 5 |
| Nombre de refus de visite, d'avis de passage resté sans réponse ou de visites reportées | 10 |
| Total | 35 |

Parmi les 30 habitations possédant un système d'assainissement autonome sur le village de La Pruneyre :

- 67 % des installations ont été contrôlées à ce jour.

Le graphique ci-dessous présente le bilan des appréciations des installations d'assainissement autonome contrôlées sur le village de La Pruneyre :



- **Aucune** installation n'est classée comme : « **conforme** » à la réglementation. Elles sont récentes et elles ont été suivies et contrôlées par le service lors de la mise en place.

- **Aucune** installation n'est classée comme : « **acceptable** ». Elles concernent des particuliers qui ont du terrain pour épandre leurs eaux. En général, ces installations sont composées d'une fosse en prétraitement et d'un bac à graisse pour recevoir les eaux ménagères suivi d'un épandage fonctionnant correctement lors de la visite.
- **Quatorze (14)** installations sont classées comme : « **non-conforme sous dimensionnée et/ou incomplète et/ou présentant des dysfonctionnements majeurs** ». Celles-ci ne prétraitent pas leurs eaux ménagères et/ou ne traitent pas leurs eaux en sortie de fosse. Ces installations présentent peu de dangers pour la santé des personnes ou de risque avéré de pollution de l'environnement.
- **Six (6)** installations n'ont aucun système d'assainissement : « **absence d'installation** ».

4.4.4 Aptitude des sols à l'assainissement autonome

Une étude pédologique a été réalisée en 1997 par AGE Environnement. L'étude des sols de la commune fait apparaître deux types de sols :

- Un sol argilo-graveleux au nord du Bourg, à Sandalouze, à Donnadieu et aux Costes. Ce sol est profond et peu perméable.
- Un sol hydromorphe au centre du Bourg, à Bourly, à Fontanier et à Borie Haute. Ce sol de type argileux, plutôt compact en profondeur, est défavorable à la mise en place d'un épandage classique.

D'après cette étude de sol, la plupart des terrains étudiés sont insuffisamment perméable pour réaliser un épandage direct dans le sol. Ainsi, l'épandage sur sol reconstitué ou des filières compactes peuvent être les solutions à la mise en place d'un système d'assainissement non collectif.

Une étude à la parcelle est tout de même nécessaire et doit être réalisée afin de déterminer précisément la nature du sol (sa pente, sa perméabilité, la présence d'eau souterraine ou d'un socle rocheux à faible profondeur...).

5 Etude des scénarios d'assainissement collectif

Les tracés des conduites et les estimations financières présentés dans ce chapitre devront être précisés et redéfinis lors d'études d'avant-projet avant réalisation.

5.1 Etat des lieux de l'assainissement collectif

La commune ne possède qu'un réseau de collecte des eaux usées. Ce réseau est présent dans le village de La Pruneyre et est relié à une station. Il ne couvre pas tout le village. La commune a déjà lancé un projet pour l'étendre à l'ensemble du village. Les travaux devraient être réalisés en 2024.

Seules quelques habitations ne seront pas reliées au réseau existant ou projeté. C'est le cas des habitations situées sur la parcelle B85, au 3 chemin de l'Enclavade et sur la parcelle C191, au 4 chemin de la Chaudière. Pour les relier au réseau, deux extensions de 70ml chacune seraient nécessaires et les propriétaires devront s'équiper de pompe de refoulement afin de relever leurs eaux usées.

Un plan du village, consultable en annexe 3, représente le réseau existant et le réseau projeté.

Il est proposé que les habitations mitoyennes au réseau de collecte existant dépendent du zonage d'assainissement collectif et que celles qui seront mitoyennes au réseau de collecte projeté dépendent du zonage d'assainissement collectif futur.

5.2 Etudes de nouveaux assainissements collectifs

Les projets présentés dans ce paragraphe ont été demandés par la commune. Les villages de la commune qui ne sont pas mentionnés dans les projets suivants sont considérés en zonage d'assainissement non collectif. L'étude de nouveaux systèmes d'assainissement collectif sur ces villages n'est soit pas prioritaire soit pas envisageable.

Dans ce chapitre, les villages classés en zonage d'assainissement collectif en 2011 mais ne possédant soit pas de réseaux de collecte ou soit pas station de traitement feront l'objet d'une étude d'opportunité afin d'aider la commune au choix du zonage à attribuer. Ces villages sont les suivants : Le Bourg et Sandalouze.

5.2.1 Le bourg

Le bourg de la commune se caractérise par un habitat dense et serré. Les habitations ne possèdent pas ou peu de place pour la réalisation d'un système d'assainissement non collectif. La commune souhaite donc une étude d'opportunité afin de comparer la mise en place d'un réseau de collecte des eaux usées et la réhabilitation des systèmes d'assainissement non collectif.

Le bourg se compose de 61 habitations et d'un village de vacances. Ce dernier est actuellement à l'abandon, mais il a une capacité d'accueil de 130 personnes. La campagne de diagnostic des équipements d'assainissement des habitations n'ayant pas encore eu lieu dans cette partie de la commune, le nombre de système d'assainissement non collectif aux normes n'est pas connu.

Mise à jour du zonage assainissement – Espinchal

Le bourg se situe à proximité du village de La Pruneyre. Plusieurs scénarios pour relier le bourg au réseau existant de la Pruneyre sont envisageables. Il est proposé de présenter le scénario consultable sur le plan du bourg en annexe 4.

Le ruisseau d'Espinchal sépare ces deux villages ce qui nécessitera l'installation d'un poste de refoulement et la pose d'une conduite de refoulement (PE Ø 75) pour se connecter au réseau de collecte communal.

La présence de basalte à faible profondeur dans le bourg engendre une plus-value sur l'ensemble du coût du projet. On notera que cette plus-value s'appliquera à la réhabilitation de l'ensemble des installations d'ANC.

Le tableau ci-dessous présente une estimation des coûts de création d'un réseau de collecte des eaux usées sur le village. Le plan du projet est consultable en annexe 4.

| Bourg d'Espinchal | | | |
|--|--------------------|---------------------------|---------------|
| Création d'un réseau d'assainissement | | | |
| Type de travaux et description sommaire | Coût € HT unitaire | Linéaire (ml) ou quantité | Coût € HT |
| Pose de réseau de collecte d'eaux usées PVC Ø200 sous enrobé | 245 | 1540 | 377300 |
| Pose de réseau de collecte d'eaux usées PVC Ø200 sous chemin | 160 | 60 | 9600 |
| Pose des branchements d'eaux usées aux particuliers | 1500 | 62 | 93000 |
| Installation d'un poste de refoulement | 30000 | 1 | 30000 |
| Pose de conduite de refoulement sous accotement | 90 | 100 | 30000 |
| Plus-value pour l'utilisation de brise-roche (15% du coût total) | | | 80985 |
| Frais divers et imprévus (10%) | | | 54115 |
| Total € HT | | | 675000 |

Les coûts des travaux sont donnés hors frais de maîtrise d'œuvre, en 2024,

Récapitulatif :

Le coût de création d'un réseau de collecte des eaux usées et sa station de traitement s'élève à environ **675 000 € HT**, soit environ **10 890 € HT** par branchement.

Subvention du Conseil Départemental :

Les taux et les critères de financement du Conseil Départemental pour ce type de travaux ne sont pas encore connus.

Subvention de l'agence de l'eau :

L'agence de l'eau Loire-Bretagne ne finance plus la création de réseau et de station.

Réhabilitations de l'ANC

Le projet précédant peut-être comparé avec le coût total de la réhabilitation de l'ensemble des dispositifs d'assainissement non collectif des 61 habitations concernées par le projet et du village vacances. Le nombre d'habitations possédant un système de traitement non collectif conforme à la réglementation n'est pas connue. On considèrera que toutes les habitations ne possèdent soit pas d'installation soit qu'elles ne sont pas conformes et que leur coût de réhabilitation est similaire à l'installation d'une neuve.

On estime le coût d'un dispositif d'assainissement non collectif neuf à 10 000 €. Le peu de place pour certaines habitations et la présence de roche à faible profondeur engendre une augmentation de ce coût d'un dispositif que l'on estime désormais en moyenne à **12 000 €**. Le village vacances devra s'équiper d'un dispositif plus conséquent à hauteur de 130EH plus onéreux qu'un simple dispositif d'habitation.

Ainsi le coût estimé de la réhabilitation de l'ensemble de l'assainissement non collectif des 61 habitations concernées par le projet s'élève à environ **732 000 € HT** soit **12 000 € HT par dispositif**.

Des subventions peuvent être attribuées, aux cas par cas, aux particuliers pour la réhabilitation de leur dispositif d'assainissement autonome suivants plusieurs modalités. Elles ne sont pas prises en compte dans ce comparatif.

Le coût de réhabilitation de l'ANC est plus cher que le coût du projet de création d'un réseau et l'installation d'une station.

Le projet de mise ne collectif semble judicieux compte tenu du fait que les habitations possèdent soit peu ou soit aucun terrain pour installer un système d'assainissement non collectif en filière compact ou non.

5.2.2 Sandalouze

Le village de Sandalouze est actuellement en zonage d'assainissement collectif bien qu'aucun réseau de collecte d'eaux usées ne soit présent.

Dans ce chapitre, afin d'aider la commune à choisir le meilleur zonage pour ce village, il est proposé de comparer le coût par branchement de 3 scénarios différents :

- Scénario 1 : La création d'un réseau de collecte des eaux usées connecté au réseau communal
- Scénario 2 : La création d'un réseau de collecte connecté à sa propre station de traitement des eaux usées
- Scénario 3 : La réhabilitation des systèmes d'assainissement non collectif

Les plans du projet sont consultables en annexe 5 et 6.

Ce village est composé de 10 habitations comprenant des habitations à rénover. Le réseau de collecte projeté dans les scénarios suivants a été agrandi afin d'être mitoyen a des parcelles constructibles susceptible d'être aménagées.

Mise à jour du zonage assainissement – Espinchal

Scénario 1 : Création d'un réseau et connexion au réseau communal

Le tableau ci-dessous présente une estimation des coûts de création d'un réseau de collecte des eaux usées sur le village de Vensat.

| Village de Sandalouze | | | |
|--|--------------------|---------------------------|---------------|
| Création d'un réseau d'assainissement | | | |
| Type de travaux et description sommaire | Coût € HT unitaire | Linéaire (ml) ou quantité | Coût € HT |
| Pose de réseau de collecte d'eaux usées PVC Ø200 sous enrobé | 245 | 950 | 232750 |
| Pose de réseau de collecte d'eaux usées PVC Ø200 sous chemin | 160 | 190 | 30400 |
| Pose des branchements d'eaux usées aux particuliers | 1500 | 10 | 15000 |
| Frais divers et imprévus (10%) | | | 27850 |
| Total € HT | | | 306000 |

Les coûts des travaux sont donnés hors frais de maîtrise d'œuvre, en 2024,

Récapitulatif :

Le coût de création d'un réseau de collecte des eaux usées et sa station de traitement s'élève à environ **306 000 € HT**, soit environ **30 600 € HT** par branchement. Dans le cas où des habitations se construisent sur les deux parcelles constructibles, le coût par branchement sera d'environ **25 500 € HT**.

Scénario 2 : Création d'un réseau et d'une station

Le tableau ci-dessous présente une estimation des coûts de création d'un réseau de collecte des eaux usées et d'une station de traitement.

Une station d'épuration sera nécessaire afin de traiter les eaux usées collectées du village. D'après les données INSEE présentées précédemment (§3.1), le nombre moyen d'habitant par logement dans la commune s'élève à 2. 10 habitations seraient potentiellement connectées au réseau soit 20 équivalents habitants (EH). Certaines parcelles du village sont constructibles et peuvent accueillir de nouvelles habitations. On propose donc d'élever la station à 25EH. Le ruisseau d'Espinchal pourra faire office d'exutoire à la station.

Mise à jour du zonage assainissement – Espinchal

| Village de Sandalouze | | | |
|--|--------------------|---------------------------|---------------|
| Création d'un réseau d'assainissement | | | |
| Type de travaux et description sommaire | Coût € HT unitaire | Linéaire (ml) ou quantité | Coût € HT |
| Pose de réseau de collecte d'eaux usées PVC Ø200 sous enrobé | 245 | 460 | 112700 |
| Pose de réseau de collecte d'eaux usées PVC Ø200 sous chemin et/ou pré | 160 | 110 | 17600 |
| Pose des branchements d'eaux usées aux particuliers | 1500 | 10 | 15000 |
| Installation d'une station de traitement de 25 EH | 35 000 | 1 | 35000 |
| Frais divers et imprévus (10%) | | | 14700 |
| Total € HT | | | 195000 |
| Les coûts des travaux sont donnés hors frais de maîtrise d'œuvre, en 2024, | | | |

Ce projet place la STEP dans une parcelle privée. L'acquisition de l'emprise de la STEP sur cette parcelle sera nécessaire. De plus, les eaux traitées par la STEP devront rejoindre le ruisseau d'Espinchal. La canalisation de ces eaux sera sans doute nécessaire. Ces coûts ne sont pas compris dans le coût global car difficilement estimable.

Récapitulatif :

Le coût de création du réseau d'eaux usées et sa station d'épuration s'élève à environ **195 000 € HT**, soit environ **19 500 € HT** par branchement. Dans le cas où des habitations se construisent sur les deux parcelles constructibles, le coût par branchement sera d'environ **16 250 € HT**.

Scénario 3 : Réhabilitations de l'ANC

Une campagne de contrôle des dispositifs d'assainissement non collectif est en cours sur ce village. Le bilan n'est pas encore disponible. On considèrera que toutes les habitations ne possèdent soit pas d'installation soit qu'elles ne sont pas conformes et que leur coût de réhabilitation est similaire à l'installation d'une neuve.

On estime le coût d'un dispositif d'assainissement non collectif neuf à **10 000 €**.

Ainsi le coût estimé de la réhabilitation de l'ensemble de l'assainissement non collectif des 10 habitations concernées par le projet s'élève à environ **100 000 € HT** soit **10 000 € HT par branchement**.

Des subventions peuvent être attribuées, aux cas par cas, aux particuliers pour la réhabilitation de leur dispositif d'assainissement autonome suivant plusieurs modalités. Elles ne sont pas prises en compte dans ce comparatif.

Le coût de réhabilitation de l'ANC est moins cher que le coût des deux autres scénarios.

5.3 Choix de la Municipalité

La Municipalité souhaite réaliser un réseau de collecte des eaux usées dans le bourg et de le connecter au réseau de La Pruneyre. L'ensemble des habitations du bourg dépendront donc du zonage d'assainissement collectif futur.

La Municipalité souhaite réaliser un réseau de collecte dans le village de Sandalouze. Le choix du scénario se fera dans le cas d'avant-projet réaliser par un bureau d'études. L'ensemble du village dépendra donc du zonage d'assainissement non collectif.

6 Conclusion

Les modes d'assainissement retenus par la municipalité sont les suivants (cf carte de Zonage d'Assainissement) :

6.1 Assainissement collectif

Le village de La Pruneyre est desservi par un réseau d'eaux usées. Les parcelles desservies par ce réseau relèveront de l'assainissement collectif.

6.2 Assainissement collectif futur

Les habitations du village de la Pruneyre qui seront prochainement desservies par l'extension du réseau du village relèveront de l'assainissement collectif futur.

Les habitations du bourg et de Sandalouze seront desservies par un réseau de collecte des eaux usées. Elles relèveront de l'assainissement collectif futur.

En attendant la création d'un réseau de collecte d'eaux usées, ces habitations devront se mettre en conformité et s'équiper d'un dispositif d'assainissement non collectif.

6.3 Assainissement non collectif

Par défaut toutes les habitations isolées et tous les villages de la commune non cités précédemment relèveront de l'assainissement non collectif.

ANNEXES

Annexe 1

Ancien plan de zonage

Annexe 2

ZNIEFF

Annexe 3

Plan du village

de La Pruneyre

Annexe 4

Plan du projet

du village du bourg

Annexe 5

Plan du scénario 1

du village de Sandalouze

Annexe 6

Plan du scénario 2

du village de Sandalouze

Annexe 7

Nouveau plan de zonage



SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE

Parc Européen d'Entreprises
Rue Richard Wagner
BP 60030
63201 RIOM cedex

Tel : 04 73 15 38 38
Email : contact@semerap.fr

